

LE MUSÉE DES CIVILISATIONS DE L'EUROPE ET DE LA MÉDITERRANÉE À MARSEILLE

Issu de la transformation du musée des Arts et Traditions populaires, le projet de MCEM s'insère dans un large mouvement français de restructuration et de réinvention des musées, amorcé dans les années soixante-dix avec le centre national d'Art et de Culture Georges Pompidou et le musée national d'Art moderne. Ce mouvement, pour les périodes les plus récentes, concerne aussi la rénovation du musée Guimet et la création du musée du Quai Branly ainsi que celle du Département des Arts de l'Islam au Louvre. Notre projet possède cependant deux particularités non sans conséquence sur sa conduite : c'est le seul de niveau national à revendiquer, en cohérence avec la thématique qu'il adopte, un transfert intégral en région ¹, et l'un des rares à ne pas bénéficier d'un portage « politique » du rang le plus élevé, la plupart, et en particulier ceux que nous venons de citer, ayant été ou étant sous l'attention vigilante du chef de l'Etat. Notre projet participe aussi d'un mouvement mondial d'interrogation sur les musées d'ethnologie, et de l'émergence de musées consacrés à la Culture des Européens (*Museum Europäischer Kulturen* de Berlin, musée de l'Europe de Bruxelles ²).

Le déclin du Musée national des Arts et Traditions populaires

Créé sous le Front Populaire par le prestigieux muséologue Georges Henri Rivière, qui en avait découpé la collection, largement enrichie jusqu'à l'inauguration du bâtiment du Bois de Boulogne en 1972, dans un musée d'Ethnographie du Trocadéro généraliste, inspiré par l'universalisme de la tradition des Lumières, le MNATP était essentiellement consacré à la « Culture populaire » de la France

1. Quel que soit l'intérêt des projets du Centre Pompidou à Metz et du Louvre à Lens, ils ne sont que des « antennes » de ces prestigieux musées !

2. COLARDELLE M., « Des musées de l'Europe pour une conscience européenne », *Comparare*, revue comparative d'histoire européenne, Paris, 2002, p. 228-237

urale d'avant-guerre. Création éminemment originale, il était en parfaite adéquation avec un temps caractérisé à la fois par la montée des périls en Europe — contexte d'un resserrement des solidarités nationales, toujours plus ou moins consciemment fondées sur un sentiment d'appartenance commun —, et par un autre regard porté sur le populaire. Ce n'est pas le lieu ici de détailler les raisons du déclin de l'institution, réputée dans l'ensemble de la communauté muséale internationale, si elle était de moins en moins fréquentée par le grand public ; cela a été fait ailleurs ³, et devra encore certainement être discuté. Il n'est cependant pas inutile d'en énumérer succinctement quelques-unes, qui feront apparaître en contrepoint les raisonnements qui ont concouru à chacun des nouveaux choix. Il ne faudra pas non plus, en les pointant, en minorer les atouts : des collections de très belle qualité, souvent recueillies dans des conditions scientifiques exemplaires ⁴, une muséographie particulièrement innovante dans le fond (organisation thématique inspirée par les théories de l'anthropologie, et en particulier par le structuralisme ⁵) et dans la forme (primauté des contextes sur les objets érigés en chefs-d'œuvre, jeu efficace de la relation du public aux œuvres par la théorisation de la neutralité des fonds, du recours exclusif à la lumière artificielle, de la mise en position d'usage des outils etc.) ⁶, création d'un bâtiment adapté aux normes modernes d'une conservation que l'on n'appelait pas encore « préventive ». Ces atouts, résultant souvent d'innovations pensées par Rivière, demeurent aujourd'hui encore une puissante source d'inspiration pour les concepteurs du nouvel établissement.

Les raisons du déclin tiennent à une conjugaison de facteurs d'ordres très différents. Les plus évidentes sont celles d'une situation excentrée, au voisinage d'un grand parc d'attractions destiné avant

3. COLARDELLE M., « Etude préalable pour un projet de « délocalisation » du MNATP-CEF de Paris à Marseille (site d'Euroméditerranée) », Paris, 20 octobre 1999, dact.

4. C'est Marcel Maget, responsable de la recherche au sein de ce que Rivière appelait « musée-laboratoire », qui avait élaboré le célèbre « Ethnographie métropolitaine. Guide d'étude directe des comportements culturels » (Paris, Editions du CNRS, 1962), qui a été la bible des collecteurs et des enquêteurs ethnologues français.

5. Claude Lévi-Strauss avait participé à la conception de l'organisation thématique de la Galerie culturelle ; cf GORGUS N., « Le magicien des vitrines. Le muséologue Georges Henri Rivière », Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2003.

6. Les règles de la « muséologie Rivière », qui ont inspiré trois générations de muséologues, sont pour l'essentiel consignées dans COLLECTIF, « La muséologie selon Georges Henri Rivière. Cours de muséologie, textes et témoignages », Paris, Dunod, 1989.

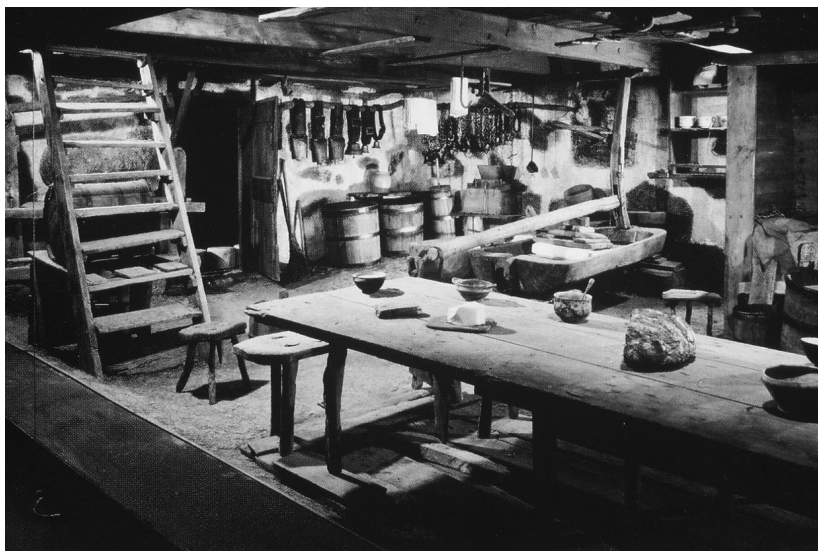


FIG 1 : Musée des arts et traditions populaires : la culture populaire



FIG 2 : Vue de l'entrée du port et du Fort Saint Jean

tout à de très jeunes enfants, peu adaptés à un musée de ce type, le Jardin d'Acclimatation ⁷, et d'un Bois de Boulogne mal famé ; l'impossibilité de toute extension du bâtiment ; enfin la difficulté

7. Il en serait allé différemment si le projet, caressé par Rivière mais irréaliste pour des raisons juridiques et financières, de créer au voisinage du bâtiment de Jean Dubuisson un « musée de plein air », du type de ceux de Scandinavie ou du monde centre-européen, avait pu se concrétiser.

d'adaptation des dispositifs architecturaux face à une évolutivité muséographique et scénographique forcément rapide. Plus déterminantes toutefois sont celles qui tiennent aux fondements conceptuels du musée. An-historique, borné par la Seconde Guerre mondiale à moins qu'il ne s'agisse de survivances de la « tradition », cantonné dans l'étroitesse d'un cadre hexagonal excluant la ville et les catégories de population autres que celle des paysans, il mobilisait, quoiqu'il prétende, l'ethnologie et, dans une moindre mesure la géographie, sans recourir aux autres sciences humaines qui contribuent tout autant à la compréhension de la Culture. Le musée était voué, après un succès d'estime bien connu en cas de création, au désintéret d'un public davantage tourné, dans une capitale où les patrimoines monumentaux et mobiliers sont surabondants, vers la « Culture d'Etat » et les chefs-d'œuvre du Louvre et des grands musées d'art, que vers un échantillon des provinces françaises, que l'on visite avec plus de curiosité sur place, dans des musées régionaux qui ont connu depuis une trentaine d'années un brillant développement.

Le projet intellectuel et culturel du Musée national des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

De nouveaux principes ont présidé à l'élaboration du projet. Le premier est celui de l'affirmation de la primauté du public, dans une conception sociale, éducative, où le patrimoine culturel « populaire », témoignant de la vie des gens et de son évolution au cours du temps, est un trésor d'indices permettant d'analyser les formes du vivre ensemble et d'en comprendre les ressorts cachés. Cette ouverture conduit à un élargissement méthodologique, aucune discipline scientifique n'étant négligée dès lors que sa nécessité s'impose pour mieux comprendre le fait social considéré : interdisciplinarité, transdisciplinarité sont essentielles. Mais, avant tout, c'est l'approfondissement chronologique et l'élargissement géographique qui feront l'originalité du nouveau musée. Les sociétés se bâtissent au fil du temps, en fonction d'événements de toutes natures qui ne peuvent être négligés dès lors que l'on veut les comprendre, et bien des attitudes collectives, règles, valeurs, vocabulaires culturels qui nous semblent « naturels », optimaux, ne sont que des constructions face auxquelles des alternatives, dans d'autres conditions, auraient tout aussi bien pu s'imposer ; il est donc nécessaire de faire émerger les éléments originels, les influences, les faits déterminants, et, sinon proposer la substitution de l'histoire à l'ethnologie comme discipline dominante, ce qui serait tout aussi inefficace, du moins la mobiliser autant que besoin est, ce que Rivière avait d'ailleurs voulu mais n'avait pu réaliser. Quant à

l'élargissement géographique à l'espace euro-méditerranéen, c'est à la fois le principe essentiel et celui qui réclame la plus exigeante explication.

L'espace euro-méditerranéen, une mer et un continent, ou plus exactement une mer quasi close et ses terres contiguës jusqu'à leurs rivages opposés, ceux des mers nordiques et du Sahara (Sahel, en arabe, signifie « rivage ») : ce choix spatial est apparemment incongru. L'Europe semble un espace cohérent, dont la géographie, l'histoire, la Culture paraissent garants de l'identité ; la Méditerranée se dessine aussi avec une certaine précision, et la revendication d'une origine gréco-romaine de la Culture occidentale a fini par construire une *doxa* impossible à remettre en question. A vrai dire, ces « évidences » ne sont pas si solides qu'elles le paraissent. On peine, par exemple, à dessiner pour l'Europe des contours qui soient acceptables pour tous et, selon les circonstances et la question posée, on n'hésite pas à aller jusqu'à l'Oural ou à exclure la Turquie ; on a même pu récemment, pour la discussion sur l'espace que devait prendre en compte le futur musée de l'Europe de Bruxelles, pourtant plus simple à concevoir car son propos explicite est celui de l'histoire de l'idée européenne conduisant à l'Union, proposer de ne conserver que l'Europe de la Chrétienté latine, excluant par conséquent la Grèce orthodoxe... On imagine les réactions ! Le débat actuel sur l'extension de l'Union, qui utilise souvent les arguments culturels (et non seulement la religion dominante) montre d'ailleurs que la question des limites de l'Europe n'est pas facile à arbitrer.

Par ailleurs, comment prétendre sérieusement que la Méditerranée n'a rien à voir avec l'Europe, voire avec ses confins septentrionaux et orientaux, alors que l'histoire tout entière, depuis la Protohistoire, témoigne de mouvements quasi continus de populations, de circulations de marchandises, d'emprunts culturels de toutes sortes ? Les grands Etats médiévaux occidentaux, qui préfigurent sous une forme dynastique les Etats-nations de l'époque contemporaine, auraient-ils existé sans l'apport des coutumes « barbares » auxquelles doit tant le système féodal ? Comment mettre une limite, surtout si l'on pense Culture et traditions populaires, entre Europe occidentale et Proche ou Moyen-Orient ? Le christianisme, qui a incontestablement structuré nos sociétés, ne vient-il pas d'Orient, comme les différentes religions initiatiques qui l'ont précédé et en ont fait le lit ? La ville, la monnaie, de multiples technologies viennent aussi d'Orient ; il en va de même pour la pensée philosophique et scientifique, relayée par un monde musulman qui a fait davantage que la transmettre, puisqu'il l'a synthétisée et accrue, alors que l'Occident, dans le même temps, récusait voire détruisait, par dogmatisme religieux, le legs des

Anciens. *A contrario*, la logique cartésienne, l'individualisme libérateur ne viennent-ils pas d'Occident ? La Croisade, la colonisation, les empires coloniaux et les idéologies qui les sous-tendent, tellement importants pour comprendre le monde actuel et ses tensions, ne sont-ils pas des faits occidentaux, l'ottoman compris ? On pourrait multiplier les exemples, que l'on pourra juger positifs ou négatifs, de chaque côté : la réalité est que les deux pôles se sont apporté mutuellement, pour le meilleur et pour le pire.

Un musée traite de Culture, et la Culture ne doit pas être manipulée, interprétée au fil des projets politiques et des arrière-pensées qui les déterminent. L'Union européenne est une magnifique idée, fondée sur un idéal de paix et de prospérité indiscutable, nourri de trop de malheurs — les deux guerres mondiales et leurs carnages, qui ne constituent d'ailleurs plus un fait suffisamment puissant pour motiver les jeunes générations des Etats européens — pour que l'on soit tiède à son égard, quels que puissent être les défauts de son organisation actuelle ; mais la construction d'une Europe dont la cohérence sociale, économique et politique serait fondée sur une radicalisation des différences avec les voisins orientaux et méridionaux construites peu à peu, au fil aléatoire de l'histoire, par effets croisés de proximités géographiques et de concurrences, est réellement dangereuse. Le « choc des civilisations » huntingtonien est un concept scientifiquement discutable, en particulier si l'on réfléchit en termes d'anthropologie sociale et culturelle, et déclarer irréductibles l'un à l'autre des peuples au motif qu'ils sont de religions différentes (judéo-chrétiens d'un côté, musulmans de l'autre) et possèdent une culture du conflit réciproque solidement établie, est une imposture : cette assertion repose sur une vision falsificatrice de traditions religieuses profondément apparentées et de violences qui ont certes existé, mais pour d'autres raisons profondes, et qui ne seraient pas les premières à fonder la paix (que l'on pense à la guerre de Cent Ans avec l'Angleterre, et aux conflits successifs avec l'Allemagne).

Voilà donc l'objet déclaré du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée : réfléchir à l'espace de notre histoire à partir de son « patrimoine », c'est-à-dire des signes matériels (objets de la vie domestique, du monde du travail, des pratiques religieuses, des loisirs...) et immatériels (croyances, langues, littérature orale, musique...) recueillis par lui pour leur représentativité des filiations et des différences, dans la perspective dynamique du temps. Un musée qui, en complément du musée du Quai Branly consacré au reste du monde, traite d'un espace globalement fertile, vaste mais où la circulation est aisée, et de ce fait particulièrement évolutif ; un monde caractérisé par une famille de religions monothéistes révélées, judaïsme, christia-

nisme, islam sous toutes leurs différentes formes, fournissant les cadres de la pensée symbolique et de la congruence sociale, et les bases d'idéaux universalistes et expansionnistes ; une certaine attitude par rapport à la nature considérée comme devant être asservie ; un monde urbain, où se nouent des formes particulières de solidarité et de conflit, et des types extrêmes de pouvoir, allant de la démocratie à la dictature : ainsi se dessine la vocation d'un établissement scientifique et culturel soucieux de replacer les grands questionnements contemporains — le multiculturalisme, la violence sociale, les crises technologiques et économiques, les maladies émergentes, l'écologie... — dans une perspective approfondie et élargie. On me dira que ce n'est guère optimiste ; mais l'optimisme ne serait-il pas justement de se donner les moyens de faire comprendre la formidable aptitude des Cultures populaires à dépasser les « identités meurtrières », selon l'expression d'Amin Maalouf, et par leur perpétuel « bricolage », pour citer cette fois Lévi-Strauss, à construire et à reconstruire des possibilités de vivre ensemble.

Une nouvelle localisation, Marseille

Dès lors que la localisation initiale ne convenait pas et que les rares propositions de réimplantation intéressantes à Paris étaient refusées⁸, il convenait de chercher ailleurs en France une possibilité que d'ailleurs le changement d'objet légitimait. Marseille, en raison de son importance démographique, de son histoire — l'une des plus anciennes cités de France, porte de la France vers l'Orient, port colonial majeur —, de sa polarité universitaire, de l'existence d'un site superbe pour un musée — le Fort Saint-Jean et le môle J4, entre le légendaire Vieux Port et la Joliette, dans l'hypercentre urbain en même temps que face à la mer, était toute désignée. Le site, l'un de ceux que les Marseillais de toute appartenance sociale et les touristes visitent le plus volontiers dans la ville, est idéal du point de vue de sa fréquentation potentielle, et permettra, en bord de mer, la construction du bâtiment conçu par Rudy Ricciotti et Roland Carta, qui, additionné aux espaces du Fort, restaurés, pour les parties anciennes,

8. L'aile appartenant à l'Etat du Palais de Tokyo, bien qu'un peu exiguë et architecturalement contrainte, aurait été un bon choix par son aptitude naturelle à une fréquentation importante, et surtout par son voisinage avec le musée de l'Homme, celui de la Marine, le musée Guimet et surtout celui du Quai Branly : on aurait ainsi offert aux visiteurs un formidable regroupement patrimonial concernant l'ensemble des civilisations du monde, avec d'intéressantes possibilités de complémentarité dans la programmation. L'art contemporain a été préféré pour ce bâtiment qui cherchait sa destination depuis des décennies...

par François Botton ⁹, donnera plus de 13000 m² de surfaces publiques et techniques. A proximité de la gare Saint-Charles, la reconversion d'un ancien terrain militaire offrait l'opportunité d'installer un Centre des Collections (réserve visitable ¹⁰, assortie des services nécessaires à la conservation des œuvres) de 10 000 m², avec la possibilité ultérieure d'un doublement si nécessaire : c'est le projet architectural de Corinne Vezzoni et Pascal Laporte qui a été retenu. La reconversion de cette partie de la ville par un établissement public d'aménagement, l'EPAEM (« Euroméditerranée »), où siégeaient à la fois l'Etat et les Collectivités territoriales, qui recherchait un équipement public de quelque ampleur, « structurant », était un autre atout, dans la mesure où elle permettait de fédérer de puissants partenaires publics et de mobiliser pour l'investissement des crédits européens. La décision fut rapide, si la concrétisation l'est moins et, dès 2000, un premier Comité interministériel d'aménagement du territoire entérinait la proposition relayée par le ministère de la Culture et de la Communication.

Une nouvelle forme muséographique

Le musée de Rivière avait été particulièrement innovant en son temps, mais il avait vieilli ; comment imaginer un nouvel établissement à la fois moderne et plus durablement attractif ? Je ne traiterai pas ici des structures scientifiques et administratives, au sujet desquelles les discussions avec les autorités de tutelle sont loin d'être achevées, dans la mesure où le paysage institutionnel est actuellement en pleine mutation dans ces domaines ¹¹. Je me contenterai de noter que

9. architecte en chef des monuments historiques

10. Les collections des musées de civilisation (ethnologie, histoire, mais aussi archéologie) sont généralement trop nombreuses pour être montrées autrement que par roulement ; il n'est cependant pas légitime de les « cacher » dans des réserves accessibles seulement aux spécialistes ; on conçoit donc aujourd'hui, en suivant l'exemple du Musée du Conservatoire national des Arts et Métiers, des réserves visitables sous condition.

11. La restructuration du CNRS, qui conduit à concentrer les personnels dans de grandes formations aux thématiques artificiellement mises en cohérence, en supprimant un grand nombre de laboratoires, et à resserrer les partenariats sur les Universités, au détriment d'autres types d'institutions tels que les musées, crée un contexte particulièrement difficile pour un établissement qui avait historiquement bâti son organisation de la recherche sur la collaboration avec le CNRS ; ainsi le Centre d'Ethnologie Française, laboratoire associé du CNRS (UMR 306) consubstantiel au musée, a été supprimé par le CNRS, dans des conditions qui ont été ressenties par l'ensemble de ses membres comme inacceptables, car fondées non sur un désaccord sur le projet, mais sur un refus de considérer le musée comme un partenaire légitime et d'accepter toutes les solutions de restructuration proposées.

le concept de « musée-laboratoire » cher à Rivière, où recherche scientifique et acquisition-conservation du patrimoine sont étroitement liées, est resté l'idéal de l'équipe actuelle, pour qui seule une recherche au plus haut niveau permet d'élaborer les politiques de collecte, les projets d'exposition et de restitution au public, et qui considère que les patrimoines conservés par le musée sont un véritable objet d'étude ¹². On explore actuellement l'hypothèse d'une structuration de la recherche et de l'enseignement en réseau avec des pôles universitaires et scientifiques puissants, comme l'Institut d'Ethnologie Méditerranéenne et Comparative de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme et l'UFR d'Etudes Slaves de la Sorbonne, et avec l'Ecole du Louvre, établissement d'enseignement supérieur structurellement lié au musée (enseignements de l'ethnologie et de la muséologie). Quant à la forme administrative, on ne peut ignorer que la tendance actuelle va vers davantage d'autonomie et de responsabilité des institutions culturelles, et l'éloignement de Paris comme la taille du musée national renforcent la pertinence de l'hypothèse d'un « Etablissement public ».

Le plus important est ailleurs : dans la forme muséographique elle-même, la manière dont le patrimoine est présenté au public, dont les objets font naître les idées dans ce véritable « musée philosophique ¹³ ». Le projet, mûrement réfléchi et discuté au sein de l'équipe du musée comme avec ses partenaires, Conseil scientifique et Direction des musées de France, a fait l'objet d'une définition d'ensemble dans le « Projet scientifique et culturel » ¹⁴ ; il est actuellement en cours d'affinement dans le cadre de la rédaction d'un programme muséographique qui sera soumis au Conseil scientifique à l'automne 2005 et formera ensuite la matière d'un concours de muséographie-scénographie. Il repose sur quatre principes majeurs. Le premier est celui du remplacement des classiques « galeries permanentes », toujours rapidement obsolètes même dans les musées de Beaux-Arts, par des « expositions de référence », conçues pour être modifiées voire remplacées au fil de l'évolution des préoccupations du public, des découvertes scientifiques, de la disponibilité de nouvelles collections, et du perfectionnement des procédés muséographiques (on pense en

12. L'actuelle direction scientifique des Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS, au contraire, considère depuis quelques années — mode typiquement française, qui passera — la culture matérielle comme sans intérêt pour la recherche, et les musées comme d'aimables institutions socio-culturelles, sans fonction scientifique...

13. selon le mot de Jean-Jacques Aillagon

14. COLARDELLE M. (dir.), « Réinventer un musée. Le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille », Paris, Editions de la Réunion des Musées Nationaux, 2002

particulier aux technologies numériques, à la fois si utiles et si rapidement obsolètes).

La thématique de ces expositions de référence aurait pu être géographique (par ensembles culturels, par exemple) ou, comme l'actuel musée, à visée encyclopédique et systématique. Le musée actuel démontre que, même pour un territoire aussi étroit que pouvait l'être la France continentale, l'objectif n'était pas tenable ; un système par régions ne l'aurait pas été davantage, mais surtout la constitution d'ensembles patrimoniaux cohérents aurait accentué le risque, qui est naturellement celui de tout musée à dominante ethnologique, de créer des stéréotypes forcément réducteurs donc falsificateurs. On a donc choisi un parti différent : lors de l'inauguration (prévue vers 2010), on présentera cinq expositions de référence susceptibles de donner au visiteur plusieurs clés de compréhension des différences et des apparentements qui font les sociétés de l'espace euro-méditerranéen. La première sera consacrée au Ciel, au *Paradis*, ressort si essentiel de l'organisation sociale avec une réponse originale à l'humaine angoisse de la mort : c'est la croyance en un Au-delà où sera récompensé le respect de la morale et des règles, qui caractérise, avec des formes différenciées, le christianisme, l'islam et une partie du judaïsme. Après le Ciel, la terre et son bien le plus précieux et peut-être le plus menacé, *l'eau*. Qu'elle soit trop abondante ou trop rare, l'eau a de tout temps dû être maîtrisée, et encore aujourd'hui c'est à son propos que s'allument des conflits ou que s'organisent des empires industriels et financiers. L'eau est aussi la matière de symboliques majeures, qu'elle lave et purifie, qu'elle soigne, qu'elle distraie. Troisième thème, *le chemin*. L'espace euro-méditerranéen en est particulièrement riche, et, qu'il soit maritime, fluvial ou terrestre, il fait circuler les personnes, les biens et les idées, il crée les conditions de la rencontre, amicale ou hostile, il met l'autre au contact de soi, il provoque emprunts ou rejets, évolution culturelle ou repli « identitaire ». *La cité* est le quatrième thème, qui ne doit pas être réduit à la ville qu'il inclut cependant, puisqu'elle évoque plus largement les manières de vivre ensemble, de structurer les solidarités, d'élaborer la règle, de faire émerger pouvoir et autorité, de susciter transgression et contre-pouvoir. *Masculin/féminin* enfin, sujet essentiel puisqu'il traite de la construction du soi et de l'autre, de la manière dont les sociétés, dans l'élaboration de la cellule de base qu'est le groupe familial sous ses différentes formes, a transformé les différences complémentaires en différences hiérarchisées, et fait évoluer aujourd'hui, de manière très variable selon les pays, ces concepts et ces pratiques.

Ces cinq thèmes, qui pourront être visités dans l'ordre ou dans le désordre, en totalité ou non, formeront comme des expositions tem-

poraires à rotation lente ; ils seront complétés par de véritables expositions temporaires au rythme plus rapide, d'importance variable (depuis l'expo-dossier au sujet « pointu », jusqu'à l'exposition grand public) autorisant une grande plasticité thématique et une certaine liberté d'expérimentation, permettant aussi de répondre plus souplesment aux questionnements sociaux. L'ensemble de cette programmation, expositions de référence et temporaires, sera complété par une grande accessibilité à la documentation au sein d'un centre de ressources multimédia, dans lequel le très important fonds de la bibliothèque sera complété par les fonds sonores, la cinémathèque, les archives de l'ethnographie, galeries d'information synthétique (géographie, histoire, patrimoine linguistique, etc...).

Les musées, aujourd'hui, ne peuvent plus se contenter d'exposer à la curiosité du public des collections, aussi intéressantes soient-elles ; un musée « de société » encore moins qu'un autre. Ils doivent expliciter leurs objectifs sociaux, et se donner les moyens d'une action organisée de conquête de nouveaux publics ¹⁵, de qualité de médiation, de partage du savoir, et plus encore de partage de valeurs, qui seul peut fonder durablement la cohésion sociale. C'est la raison pour laquelle le musée s'est explicitement donné mission de s'ouvrir le plus possible aux catégories sociales les plus défavorisées, et en tout cas les moins familiarisées avec les institutions culturelles et le patrimoine. Le musée se veut donc un centre de vie, traversé de débats, faisant la part belle à l'événement, au jeu pour les jeunes, à la promenade dans les jardins du Fort Saint-Jean, au spectacle vivant dans son auditorium, à la gastronomie — qui reflète d'une autre manière la diversité culturelle et la genèse des civilisations euro-méditerranéennes — grâce à un restaurant en terrasse supérieure. C'est aussi pour cela qu'il a engagé, dans le cadre de sa préfiguration sur place ¹⁶, des collaborations avec de nombreuses institutions pédagogiques et sociales, et avec le très dense et dynamique réseau associatif de la région.

Enfin, le futur musée privilégiera un fonctionnement en réseau, au niveau régional (musées, bibliothèques, médiathèques de Marseille, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), national (axe formé par le musée du

15. L'objectif de « démocratisation culturelle », vainement poursuivi depuis Malraux, passe évidemment par un travail de longue haleine, méthodique, de pénétration au moyen de thématiques appropriées et de techniques originales, de milieux sociaux défavorisés ; il y a là une nécessité, comme dans bien d'autres domaines de l'action publique, de « discrimination positive ».

16. Les modestes mais superbes espaces actuellement disponibles dans la Tour du Roy René (200 m²) seront bientôt augmentés d'une salle d'exposition temporaire de 500 m² dans la partie haute du Fort, rendu accessible à tous publics par un ascenseur.

Quai Branly, l'Établissement public du Parc de la Villette et le musée de la Cité nationale de l'histoire de l'Immigration à Paris, le Pôle Sciences et sociétés-Confluences à Lyon ; réseau de la Fédération des Ecomusées et Musées de société) et international (Conseil international des musées-ICOM, Association Internationale des Musées d'Histoire, Groupe des Musées de l'Europe, Association des Anthropologues de la Méditerranée, Société Internationale d'Ethnologie et de Folklore...), de manière à mutualiser au maximum les moyens intellectuels et financiers ainsi que les collections. Des projets communs de recherche, de collecte, d'exposition, de publication, d'information (en particulier grâce aux technologies numériques et à *Internet*), une complémentarité des politiques d'acquisition, tout cela, peu habituel dans le domaine des musées, peut aujourd'hui être raisonnablement envisagé du fait de l'évolution générale précédemment évoquée.

Cinq ans pour achever un grand projet préparé depuis près de dix ans ¹⁷

Un travail important a été accompli depuis près de dix ans : expérimentation, conception intellectuelle, élargissement des collections, rajeunissement des cadres, programmation architecturale. Deux CIADT ¹⁸ ont « acté » le nouveau projet, qui par ailleurs a été pensé comme le principal équipement public structurant de la mutation de l'aire portuaire marseillaise dont est chargé l'Établissement public Euroméditerranée. Le plan de financement, à hauteur de 144 millions d'euros ¹⁹, a été proposé par l'Etat aux Assemblées territoriales (Région, Département, Ville) qui l'ont adopté en séance plénière ²⁰. Un financement sur crédits européens ²¹ a été arbitré par le Préfet de Région, financement depuis transféré à d'autres objectifs mais qui doit pouvoir être retrouvé.

Opérationnellement, les études de programmation architecturale ont été menées à bien, les concours internationaux d'architecture

17. Chargé en 1996, en même temps que de la direction du MNATP, d'une réflexion destinée à engager sa rénovation par M. Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Communication, et par Mme Françoise Cachin, directrice des Musées de France, j'ai proposé la mutation qui vient d'être dessinée à grands traits à Mmes Catherine Trautmann et Catherine Tasca ainsi qu'à MM. Jean-Jacques Aillagon et Renaud Donnedieu de Vabres, successeurs de M. Toubon, et Mme Francine Mariani-Ducray, successeur de Mme Cachin, qui l'ont approuvée.

18. 18 mai 2000 et 18 décembre 2003

19. valeur 2002, hors équipement

20. Schématiquement, la clé de répartition met à la charge de l'Etat 60 %, 30 % se répartissant également entre Ville de Marseille, Conseil Général des Bouches-du-Rhône, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Union Européenne.

21. FEDER, pour les 10 % restants

tenus et leurs lauréats proclamés ; les maîtres d'œuvre travaillent aux APS, et les APD seront achevés début 2006. Les négociations de cession ont abouti pour les terrains d'assiette des bâtiments avec leurs détenteurs (ministère de la Défense, Port Autonome et Euroméditerranée) et le Fort Saint-Jean est affecté au musée, qui en assure désormais la gestion. Le « chantier des collections » (récolement général, documentation, informatisation, restauration éventuelle, conditionnement en vue du transport) a été engagé début 2005, et l'accueil des importantes collections européennes du musée de l'Homme sera réalisé prochainement. Le Fonds du Patrimoine, depuis 2000, a permis par ailleurs un enrichissement spectaculaire du musée. Deux assemblées plénières du Conseil scientifique, composé de 70 conservateurs, chercheurs et universitaires représentant l'ensemble de l'aire euro-méditerranéenne²², ont approuvé le « projet scientifique et culturel » ; un troisième doit en septembre discuter le programme muséographique. Une équipe forte de 14 personnes a été implantée à Marseille pour permettre l'engagement, grâce à un programme dynamique d'expositions temporaires, d'une politique active de préfiguration sur le site même.

Il reste aujourd'hui environ cinq ans pour ouvrir le musée dans toute son amplitude. Les seules faiblesses du projet tiennent à sa localisation provinciale, tant est profondément ancrée en France l'idée que toute grande institution culturelle d'Etat est forcément localisée à Paris, et à la diminution des ressources publiques, en particulier dans le domaine des musées, après vingt ans de développement rapide. Mais, dans les circonstances socio-économiques du monde actuel, ériger une grande institution, traitant de la Culture populaire dans la multiplicité de ses modèles et de ses réalités, aujourd'hui durement confrontés dans nos villes comme dans le monde entier, s'appuyant sur des recherches exigeantes mais se tournant vers la cité dans toutes ses composantes, n'est pas un mince enjeu. Toutes les forces de l'équipe du musée, appuyée sur un large consensus du monde intellectuel et des professionnels des musées de France et de l'aire euro-méditerranéenne, sont mobilisées dans cette perspective, et nous ne doutons pas d'y parvenir.

Michel COLARDELLE,

Conservateur général du Patrimoine,
Directeur du musée national des Civilisations de l'Europe
et de la Méditerranée

22. co-présidé par MM Joaquim Pais de Brito, directeur du musée national d'ethnologie de Lisbonne, et Christian Bromberger, professeur à l'Université de Provence et directeur de l'Institut d'Ethnologie méditerranéenne et comparative (CNRS/MMSH)